

« Quel hiatus entre politique de santé et politique agricole ! »

Collectif

Alors que de nombreuses études montrent une imprégnation de la population aux pesticides, un collectif de professionnels de santé et de l'alimentation appelle, dans une tribune au « Monde », le gouvernement à agir, au travers de la PAC, afin de favoriser le développement de l'agriculture biologique.

Tribune. Si la politique nutritionnelle du gouvernement recommande, notamment à travers le Programme national nutrition santé ([PNNS](#)), d'aller vers une alimentation biologique pour les produits végétaux, c'est bien parce que l'exposition de la population aux pesticides est une préoccupation majeure de santé publique et qu'il faut absolument agir pour la réduire.

Nous, professionnels de santé, nutritionnistes, scientifiques, spécialistes de la santé et de l'alimentation, demandons au ministère de l'agriculture et de l'alimentation de prioriser dans la politique agricole commune (PAC) la réduction drastique des pesticides dans la production et dans l'alimentation en favorisant le développement de l'agriculture biologique.

Les études montrent une imprégnation générale de la population, y compris du fœtus (données InVS 2013, complétées par celles des cohortes [Pélagie](#) et [Elfe](#)), par les [pesticides](#). On le sait, les principales sources d'exposition sont l'alimentation et la boisson (Inserm 2013, expertise collective « pesticides et santé »).

En France, la moitié des aliments non bio contient des résidus de pesticides, trois en moyenne (rapports sur la contamination des aliments par les pesticides : [DGCCRF](#), France, 2016 et [EFSA](#), Union européenne, 2018), dont 60 % sont soupçonnés d'être des perturbateurs endocriniens. Les premières victimes sont bien sûr les professionnels agricoles et leurs enfants, pour qui l'exposition et donc les conséquences sont majorées (expertise collective « Pesticides : effets sur la santé », Inserm, 2013 ; « [Cancer incidence in the AGRICAN cohort study \(2005-2011\)](#) », Clémentine Lemarchand *et al.*, *Cancer Epidemiology*, n° 49, 2017, p. 175-185).

Réduction du surpoids

Un nombre croissant d'éléments suggère que l'alimentation bio serait meilleure pour la santé humaine. Elle diminue drastiquement l'exposition aux pesticides (« [Detection of glyphosate residues in animals and humans](#) », Monika Krüger *et al.*, *Journal of Environmental & Analytical Toxicology*, 2014 ; « Urinary pesticide concentrations in French adults with low and high organic food consumption : results from the general population-based NutriNet-Santé », Julia Baudry *et al.*, *Journal of Exposure Science and Environmental Epidemiology*, 2019 ; « Improvement of diet sustainability with increased level of organic food in the diet : findings from the BioNutriNet cohort », Julia Baudry *et al.*, *The American Journal of Clinical Nutrition*, 2019 ; « Sustainability analysis of French dietary guidelines

using multiple criteria », Emmanuelle Kesse-Guyot *et al.*, [Nature Sustainability](#), 2020), 85 % à 95 % des produits bio ne contiennent aucun résidu et les aliments transformés bio contiennent 90 % d'additifs et auxiliaires de fabrication en moins que les conventionnels.

Les produits bio présenteraient aussi une meilleure qualité nutritionnelle : plus d'antioxydants dans les végétaux (« Human health implications of organic food and organic agriculture : a comprehensive review », Axel Mie *et al.*, [Environmental Health](#), 2017), 50 % d'oméga-3 en plus dans le lait et les viandes (Dominika Srednicka-Tober *et al.*, [British Journal of Nutrition](#), 2016) et une teneur plus faible en métaux lourds et en nitrates (Marcin Baranski *et al.*, [British Journal of Nutrition](#), 2014).

Par ailleurs une forte consommation d'aliments bio est associée à une diminution du risque de lymphome non hodgkinien (« Organic food consumption and the incidence of cancer in a large prospective study of women in the United Kingdom », K. E. Bradbury *et al.*, [British Journal of Cancer](#), 2014 ; « Association of frequency of organic food consumption with cancer risk : findings from the NutriNet-Santé Prospective cohort study », Julia Baudry *et al.*, [JAMA Internal Medicine](#), 2018), en augmentation dans la population, ainsi que du risque de cancer du sein chez la femme ménopausée.

Chez les forts consommateurs et consommatrices d'aliments bio, on constate une réduction du surpoids, de l'obésité et du risque de diabète (« Profiles of organic food consumers in a large sample of French adults : results from the NutriNet-Santé cohort study », Emmanuelle Kesse-Guyot *et al.*, [PLOS One](#), 2013 ; « Prospective association between consumption frequency of organic food and body weight change, risk of overweight or obesity : results from the NutriNet-Santé study », Emmanuelle Kesse-Guyot *et al.*, [British Journal of Nutrition](#), 2017) ; « Inverse association between organic food purchase and diabetes mellitus in US adults », Yangbo Sun *et al.*, [Nutrients](#), 2018 ; « Prospective association between organic food consumption and the risk of type 2 diabetes : findings from the NutriNet-Santé cohort study », Emmanuelle Kesse-Guyot *et al.*, [International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity](#), 2020).

Et pourtant, aucun soutien supplémentaire à l'agriculture biologique n'a été décidé depuis le rapport de 2018 du Haut Conseil de la santé publique qui recommandait d'aller vers une alimentation végétale biologique, ni après la publication du dernier Programme national nutrition santé en 2019.

1 milliard d'euros par an

Pire, il y a quelques semaines le ministre de l'agriculture avouait que les objectifs de 15 % de surfaces bio en 2022 ne seraient pas atteints. Et on sait déjà qu'il en sera de même pour l'objectif de 20 % de produits bio en restauration collective, alors que les enfants sont une population sensible, notamment aux effets des perturbateurs endocriniens (Inserm, 2013).

Quel hiatus entre politique de santé et politique agricole ! Pour manger bio encore faut-il produire bio !

Le gouvernement s'apprête à réduire encore le soutien apporté aux agriculteurs et agricultrices biologiques à travers la PAC, qui représente plus de la moitié de l'argent public dépensé pour l'agriculture.

La France doit suivre la ligne de la Commission européenne et se fixer au moins 20 % de surfaces bio comme objectif 2027 ; ça a un prix, on le connaît : 1 milliard d'euros par an pour le bio pendant les cinq prochaines années, soit 10 % de la PAC !

Nous demandons donc que les aides nécessaires au développement de l'agriculture biologique soient mises en place, que des actions de communication d'envergure sur l'importance de privilégier les aliments bio soient déployées, ainsi qu'une politique volontariste permettant l'accès de toutes et de tous à une alimentation sans pesticides, pour le bien de notre santé, de celle de nos producteurs et de celle de notre planète.

Premiers signataires : **Philippe Binder**, médecin généraliste, professeur des universités à la faculté de médecine et de pharmacie de Poitiers ; **Laurent Chevallier**, nutritionniste, médecin attaché au CHU de Montpellier ; **Barbara Demeneix**, endocrinologue, professeure émérite au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), directrice de recherche au CNRS ; **Laurence Gamet-Payraastre**, chargée de recherche hors classe, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), centre de recherche en toxicologie alimentaire Toxalim, Toulouse ; **Serge Hercberg**, professeur émérite de nutrition, université Sorbonne-Paris-Nord ; **Emmanuelle Kesse-Guyot**, épidémiologiste de la nutrition, directrice de recherche Inrae, équipe de recherche en épidémiologie nutritionnelle (EREN), centre Inserm-Inrae-Paris-XIII, Bobigny ; **Denis Lairon**, biochimiste et nutritionniste, directeur de recherche émérite, Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), centre de recherche en cardio-vasculaire et nutrition, Marseille ; **Tania Pacheff**, diététicienne-nutritionniste, présidente de Cantine sans plastique ; **Pierre-Michel Périnaud**, médecin généraliste, président de l'Alerte des médecins sur les pesticides (AMLPP) ; **Philippe Perrin**, éco-infirmier, cofondateur et directeur de l'Institut de formation en santé environnementale (Ifsen) ; **Philippe Pointereau**, agronome, spécialiste des impacts environnementaux des régimes alimentaires, Solagro, Toulouse ; **Pierre Rustin**, biochimiste, directeur de recherche émérite au CNRS, unité Inserm 1141 « Physiopathologies et thérapie des maladies mitochondriales », Paris.